

Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale, avril 2022

Principaux messages

Reprise avant la guerre. La croissance a surpris par sa vigueur en 2021, et le début de 2022 reflétait le maintien de cette dynamique, malgré la hausse de l'inflation et un ralentissement temporaire dû à la pandémie en janvier.

- **La croissance du PIB réel pour 2021 a été revue à la hausse**, à 5,8 % au **Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MOAN)** et à 5,6 % dans le **Caucase et en Asie centrale (CAC)**, essentiellement sous l'effet d'une forte demande intérieure.
- **2021 a été marqué par une poussée de l'inflation**, à 14,8 % dans la région **MOAN** et 9,2 % dans la région **CAC**. La hausse des prix alimentaires en a été le principal facteur — sauf dans les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) — contribuant à environ 60 % de la poussée dans la région MOAN hors CCG. Les prix intérieurs de l'énergie ont été globalement modérés grâce à des subventions et à l'administration des prix.
- La région a fait face à un **regain temporaire d'infections à la COVID-19 (Omicron)** début 2022, mais le nombre de décès déclarés a nettement baissé, en particulier dans les pays où les taux de vaccination étaient élevés. De nombreux pays ont encore eu des difficultés à atteindre leurs objectifs de vaccination : à la fin de 2021, la moitié des pays des régions MOAN et CAC n'avaient pas atteint la cible de 40 % qui était prévue.

La guerre en Ukraine a d'importantes répercussions sur la région via une **multitude de canaux mondiaux et directs**, avec des effets différents selon les groupes de pays.

- **Les pays de la région CAC** sont les plus exposés compte tenu de leurs liens commerciaux et financiers étroits avec la Russie, de leur dépendance vis-à-vis des envois de fonds et du tourisme et des répercussions du conflit sur les taux de change et les paiements transfrontaliers. Ils subissent de surcroît des effets de contagion mondiaux, en particulier le renchérissement des produits de base dans un contexte d'inflation intérieure déjà élevée.
- **Les pays importateurs de pétrole de la région MOAN** ne sont pas épargnés par la hausse des prix des produits de base et le durcissement des conditions de financement mondiales, qui alimentent l'inflation et entraînent une détérioration des soldes extérieurs et budgétaires. Certains pays sont aussi exposés directement, car très dépendants de leurs importations de blé et d'énergie en provenance de Russie et d'Ukraine.
- **Les pays exportateurs de pétrole et de gaz, en particulier de la région MOAN**, bénéficieront, quant à eux, de la hausse des prix de l'énergie, qui compensera plus que largement les répercussions du durcissement des conditions de financement mondiales et de la baisse des recettes touristiques.
- Le renchérissement des produits alimentaires et les pénuries potentielles font craindre des problèmes d'**accessibilité économique et d'approvisionnement pour les denrées de première nécessité** comme le blé. La seule hausse des cours du blé peut entraîner une augmentation des besoins de financement extérieur de la région MOAC allant jusqu'à 10 milliards de dollars en 2022. Les pénuries d'approvisionnement en provenance de la Russie et de l'Ukraine sont une menace pour la sécurité

alimentaire, surtout dans les **pays à faible revenu (PFR)**, qui peuvent aussi faire face à un détournement des aides.

Des trajectoires de reprise divergentes. La guerre en Ukraine sera le facteur le plus déterminant pour les perspectives, venant accentuer les vents contraires que constituaient déjà la normalisation plus rapide que prévu de la politique monétaire dans les pays avancés, le ralentissement chinois et la pandémie persistante. La reprise devrait s'essouffler dans les pays importateurs de pétrole avec des trajectoires de plus en plus divergentes d'un pays à l'autre, et la plupart des pays continueront aussi d'être aux prises avec une inflation élevée.

- **Les perspectives pour la région CAC sont influencées par les répercussions très diverses de la guerre en Ukraine.** La croissance du PIB réel devrait ralentir de 5,6 % en 2021 à 2,6 % en 2022 (soit une révision à la baisse de 1,5 point par rapport aux prévisions d'octobre). Les pays importateurs de pétrole seront encore plus durement touchés (révision à la baisse de 2,4 points). L'inflation devrait s'élever à 10,7 % sous l'effet de facteurs poussant à des dépréciations et du renchérissement des produits de base.
- **Dans la région MOAN, la reprise devrait être inégale.** La croissance du PIB réel est attendue à 5 % en 2022 (soit un gain de 0,9 point par rapport aux projections d'octobre), contre 5,8 % en 2021. Ces chiffres masquent des disparités notables : la croissance des pays exportateurs de pétrole devrait s'établir à 5,4 %, contre 4,4 % et 1,1 % dans les pays émergents et à revenu intermédiaire et les pays à faible revenu, respectivement. L'inflation restera sans doute élevée, à 13,9 %, en raison de la hausse des prix de l'alimentation et de l'énergie et parfois aussi de dépréciations du taux de change et de politiques monétaires et budgétaires laxistes.
- **Les pays émergents et à revenu intermédiaire des régions MOAN et CAC voient leurs perspectives se détériorer,** compte tenu de leur marge de manœuvre limitée dans un contexte de dette et d'inflation élevées. Dans de nombreux pays, la dette devrait encore augmenter en 2022 et rester supérieure à ses niveaux pré-pandémiques à moyen terme. Les besoins bruts en financement extérieur du secteur public devraient augmenter de 537 milliards de dollars sur 2020–21 à 584 milliards de dollars sur 2022–23. D'ici 2024, les effets de la normalisation plus rapide que prévu des politiques monétaires dans les pays avancés devraient alourdir d'environ 4½ % des recettes budgétaires la facture annuelle des charges d'intérêts inscrites au budget des pays émergents et à revenu intermédiaire.
- **Pour les pays à faible revenu, les perspectives sont particulièrement défavorables** en raison du renchérissement des denrées alimentaires, des faibles taux de vaccination, ainsi que des fragilités sous-jacentes et des conflits dans certains pays.
- **De leur côté, les pays exportateurs de pétrole bénéficient de perspectives plus favorables,** car la manne résultant du renchérissement des cours du pétrole et le succès des campagnes de vaccination devraient se traduire par une amélioration des soldes budgétaires et extérieurs et soutenir la reprise. En moyenne, les recettes pétrolières et les soldes des transactions extérieures courantes devraient augmenter de respectivement 5,3 et 7,2 points de PIB entre 2021 et 2022.

Les perspectives sont extrêmement incertaines et les risques de les voir se détériorer prédominent, principalement liés aux facteurs suivants :

- **Une guerre prolongée en Ukraine et la prise de nouvelles sanctions à l'encontre de la Russie**, qui entraîneraient une désorganisation durable du commerce, un renchérissement des produits de base et de longues pénuries d'approvisionnement en denrées de première nécessité. Cette situation pèsera sur les pays importateurs de produits de base, ravivera les craintes pour la sécurité alimentaire, en particulier dans les pays à faible revenu, et accentuera les risques de troubles sociaux.
- **Des conditions de financement mondiales plus strictes que prévu** dans un contexte d'incertitude et d'instabilité accrues, qui déclencherait des sorties de capitaux alors que les investisseurs recherchent la sécurité et que les besoins de financement augmentent, ce qui pousserait les pays à s'appuyer encore davantage sur des financements intérieurs, avec à la clé des liens encore plus étroits entre secteurs bancaires et secteurs souverains.
- **Une inflation tenace aboutissant au désancrage des anticipations d'inflation** pourrait enclencher un cercle vicieux d'anticipations d'inflation plus élevées et d'effets de second tour : en général, une hausse de 1 point des anticipations d'inflation à cinq ans se traduit par une progression de 0,21 point de l'inflation hors alimentation et énergie.
- La matérialisation de ces risques et d'autres risques encore, associés à un ralentissement plus marqué en Chine et de nouvelles flambées de COVID-19, pourrait mettre en péril la **stabilisation des dettes**.

Les arbitrages à court terme sont devenus de plus en plus délicats, en particulier pour les pays importateurs de pétrole, dont la marge de manœuvre macroéconomique est plus réduite et où l'inflation et la dette sont élevées, dans un contexte de reprise fragile et de resserrement des conditions de financement mondiales. Les priorités sont notamment les suivantes :

- **Maîtriser l'inflation** en ajustant la politique monétaire sans compromettre la reprise. Un resserrement est nécessaire là où il existe clairement des risques de désancrage des anticipations d'inflation ou de généralisation des pressions sur les prix. Dans le même ordre d'idées, les pays devraient s'abstenir de toute intervention de change, si ce n'est pour maintenir l'ordre sur le marché des changes.
- **Atténuer les effets du renchérissement des produits de base sur les catégories vulnérables**. Sans empêcher la hausse des prix mondiaux de l'alimentation et de l'énergie de se répercuter sur les prix intérieurs, les pays devraient prévoir des compensations pour les ménages et les entreprises vulnérables, sous forme de transferts transparents, temporaires et ciblés, plutôt que de recourir à des subventions ou au contrôle des prix. Là où les filets de protection sociale sont minces, un ajustement progressif des prix intérieurs pourrait être envisagé.
- **Ajuster la politique budgétaire pour préserver la viabilité de la dette**. Les pays exportateurs de pétrole ont l'occasion de reconstituer leurs volants budgétaires, tandis que les pays émergents et à revenu intermédiaire disposant d'un espace budgétaire limité doivent procéder à des ajustements pour favoriser la croissance et revoir leurs priorités en matière de dépenses, au profit de la santé, de la protection sociale et de l'investissement.
- **Bien coordonner les politiques budgétaire, monétaire et financière**. Dans les pays où un resserrement de la politique monétaire est nécessaire pour combattre l'inflation et où la marge de

manœuvre macroéconomique est limitée ou la reprise fragile, voire les deux (Égypte, Tunisie), le cadre d'action à moyen terme devrait être renforcé pour faciliter les arbitrages, et les programmes d'ajustement budgétaire devraient être soigneusement conçus pour nuire le moins possible à la croissance.

- **Obtenir une coopération internationale** pour prévenir une crise alimentaire qui aggraverait encore la situation dramatique des pays à faible revenu, et assurer un accès équitable à des panoplies complètes d'outils de lutte contre la COVID-19.

Il est devenu encore plus urgent d'accélérer les réformes structurelles pour atténuer l'impact sur la croissance du resserrement des politiques macroéconomiques, remédier aux séquelles à long terme de la pandémie et de la guerre et améliorer la résilience future. Il importe avant tout : 1) de repenser la portée et la nature des dépenses publiques et, dans le contexte du retrait des mesures de soutien, de réaffecter les dépenses pour développer les filets de sécurité et améliorer leur ciblage ; 2) de renforcer les capacités de création de recettes pour garantir la viabilité des finances publiques et l'équité fiscale et d'aider à atteindre les objectifs de développement ; 3) d'entreprendre des réformes de la gouvernance et des réformes structurelles pour promouvoir l'activité privée, stimuler la productivité et réduire le secteur informel ; et 4) de prendre immédiatement des mesures d'adaptation au changement climatique s'inscrivant dans une stratégie globale.